

CHARLES JOSSELIN, PRÉSIDENT DE CITES UNIES FRANCE, ANCIEN MINISTRE FRANÇAIS DE LA COOPÉRATION

## Émigration : « Oui à une société d'échanges mais pas d'aller sans retour »

PAR MAMADOU LAMINE DIATTA

Charles Josselin est resté cet homme direct et engagé, un défenseur de la cause des plus démunis. Venu à Saint-Louis du Sénégal pour les besoins des 4èmes journées de la coopération décentralisée, l'homme est apparu le même, toujours jovial avec une connaissance pointue des questions qui agitent l'Afrique et plus particulièrement le Sénégal. Sans détours, il se livre au jeu de Questions Réponses avec Zénith Hebdo. Et c'est la question centrale de l'émigration qui est débattue dans cet entretien à bâtons rompus.

**Monsieur le Ministre, la lutte contre la pauvreté est au centre des discussions au cours de ces journées de la coopération décentralisée. Que vous inspire un tel thème ?**

Écoutez, je dois d'abord rappeler tout le bien que je pense de la coopération décentralisée qui a connu un souffle nouveau depuis 10 ans, mais qui est en réalité très active depuis



une bonne trentaine d'années. Nous avons d'ailleurs commencé dans la clandestinité puisque l'action à l'échelle internationale des collectivités n'était pas reconnue par la loi française. Les lois de décentralisation, notamment celle de 1992, ont remis les choses au point. Vous savez, le Sénégal fait partie des trois pays où la France mène une coopération décentralisée hardie à côté du Mali et du Burkina. Ce n'est pas un hasard si à la fin des années 70, au lendemain de la grande sécheresse du Sahel, la coopération décentralisée a pris son envol. Aujourd'hui, 150 collectivités locales du Sénégal sont concernées par cette coopération avec les régions ou les cités françaises. Et puis la coopération décentralisée n'est pas seulement de l'humanitaire. Dans les grandes villes, il y a une nouvelle génération d'actions comme l'urbanisme qui est un peu la matrice des politiques publiques. Comment accueillir les migrants ? Comment faire en sorte que les banlieues ont les mêmes services que les villes car il y a de nos jours des inégalités urbaines déplorables.

**Cette année, un sujet d'actualité comme l'émigration clandestine a été largement abordé au cours de ces journées. Avec votre expérience, comment appréhendez-vous la question ?**

C'est très symbolique d'en parler à Saint-Louis. En visitant la zone de pêche dans le quartier Guet Ndar, on m'a montré des bateaux qui sont probablement en train d'être construits pour transporter les migrants en question. Donc c'est une question d'actualité. Le ministre de la Coopération internationale et de la Coopération décentralisée, le Docteur Lamine Bâ, me disait qu'à Tenerife (Espagne) d'où il vient fraîchement, il avait observé qu'au même moment des bateaux sénégalais arrivaient avec leur chargement de malheureux à la recherche d'une autre vie. Mais vous savez la migration n'est pas un phénomène nouveau. On a aujourd'hui droit à une forme de mondialisation qui fait que tous les échanges sont facilités y compris malheureusement les échanges de personnes. Ce sont d'ailleurs les échanges d'informations qui font miroiter le mirage du Nord auprès des populations du Sud. Ce n'est pas propre aux pays du Sud. On m'a rapporté que l'une des causes de l'effondrement du mur de Berlin, c'était la diffusion en Russie du fameux feuilleton américain Dallas qui a fait croire que l'Occident était partout comme

Dallas avec des piscines et autres commodités. Cela étant, ce qui est nouveau dans ce débat, c'est que les migrants d'hier faisaient souvent un mouvement aller-retour. Ils revenaient pour repartir à nouveau. On était dans une situation de fluidité de l'échange. Aujourd'hui, on fait le maximum, on dépense beaucoup d'argent pour des risques physiques. A Ceuta et Melilla, on en a fait l'expérience. C'est cela qui est en train de connoter le dossier de l'émigration de manière très négative. Ce n'est pas l'échange qui doit être empêché ; c'est le non-retour qui est déplorable. Or aujourd'hui, la difficulté à décrocher un visa d'entrée en Occident amène très souvent celui qui en a bénéficié à ne pas tenter le diable. Il ne va pas revenir, il a obtenu son visa, il reste, il ne bouge pas, il s'immerge et se fond dans une population clandestine qui, faut-il le rappeler, est l'objet de toutes les exploitations. Cette absence de statut ouvre la porte à toutes les exploitations. C'est un argument de plus pour augmenter l'aide au développement.

**Justement quelles sont les alternatives à proposer pour freiner l'émigration sauvage ?**

Il y a sûrement des pistes à explorer avec davantage de moyens. Je pense que la solidarité internationale n'est pas encore tout à fait une réalité. Il est intéressant que les Sénégalais le sachent aussi. Ce fossé qui se creuse davantage entre les très riches et les pauvres s'observe dans tous les pays y compris en France. C'est comme une retombée directe de la mondialisation qui produit de la richesse mais qui malheureusement produit beaucoup d'inégalités autour de ces richesses. Ce qui devrait justifier une solidarité accrue qui n'est pas toujours le cas. Si je dis cela, c'est parce que les Français revendiquent de la solidarité pour eux-mêmes. Je pense aux Français qui sont en difficulté et Dieu sait qu'il en existe beaucoup. Cela étant, je peux comprendre quand je visite les pays africains qu'il y ait des degrés de pauvreté et la solidarité doit être plus forte encore. Et puis je ne voudrais pas qu'après avoir exploité les matières premières africaines ou en vienne à exploiter les cerveaux.

**Vous faites allusion au concept d'immigration choisie défendu par M. Nicolas Sarkozy ?**

Je suis très réservé là-dessus. J'en comprends l'intérêt pour le pays d'accueil d'avoir les meilleurs et c'est un sport auquel les Américains se livrent depuis fort longtemps. Ce qui leur permet d'absorber pratiquement

chaque année, s'ils le veulent, 20 à 30 % de l'élite universitaire du monde. Les Anglais l'ont pratiqué aussi. Je me dis que si tout le monde s'y met et joue à ce petit jeu-là comment espérer le développement dans les pays qui auront perdu leurs élites. Là encore j'aimerais bien que cela soit revu en termes d'échanges. Moi j'aimerais bien qu'on sécurise un médecin africain en faisant en sorte qu'il soit payé 12 mois à raison de 06 mois de salaire en France et 06 mois au Sénégal et que son salaire versé en France soit conditionné par sa présence en Afrique et qu'on puisse reproduire ce type d'exemple dans d'autres secteurs.

**Est-ce que vous n'êtes pas assez idéaliste pour ne pas dire rêveur au vu des pratiques en cours dans nos Etats où les discours généreux et la démagogie l'emportent sur tout ?**

Pas du tout. Il faut d'abord que les autorités nationales aient la volonté et le souci d'intégrer les volontés locales dans leur politique de développement. Pour cela, il ne faudrait pas redouter le processus de décentralisation car du côté du pouvoir central on a tendance à penser que la décentralisation se fait contre l'Etat. Or, les collectivités locales sont souvent la réponse aux problèmes immédiats que se posent les populations, qu'il s'agisse de pauvreté ou de services publics. Il ne faudrait pas qu'il y ait un hiatus entre certains discours ayant trait à la solidarité dans le monde et certaines pratiques commerciales comme les subventions qui parasitent le dossier de l'Agriculture. Même si le Breton que je suis sait qu'on ne peut pas dire du jour au lendemain à l'agriculteur français, finies les subventions, il faut bien qu'on prenne en compte cette incohérence entre un discours généreux et les pratiques qui le sont moins. Vous savez, l'émigration-taux zéro n'existe nulle part et ça n'a pas de sens. Je pense qu'il continuera d'avoir une pression migratoire. Ce qu'il faut, c'est qu'elle soit raisonnable de façon à ce que nous puissions avoir les moyens de l'accueillir. C'est un élément très important et pour réguler cette pression migratoire, il faut faire un effort considérable d'appui au développement pour dissuader de venir trop vite ou même inciter au retour des émigrés. Mais l'idée qui me paraît essentielle, c'est de faire en sorte qu'on soit dans une société d'échange, d'aller et de venir, d'aller-retour et pas d'aller sans retour avec tout le sens du terme. ■